



© ANTIEM AGENCE VU

ASIE | Vietnam

moBi iTé Avec le dispositif Mobil'Asie financé par le conseil régional

Treize jeunes prennent leur envol à Hanoi



© ALBAN DICKER/AGENCE VU

Guillaume Oger, styliste-modéliste, est aujourd'hui directeur de collection dans l'entreprise Mirror Mirror. Il envisage son avenir au Vietnam.

Ils sont animés par une soif de vivre une expérience hors du commun. Treize jeunes Franciliens sont partis enrichir leur expérience professionnelle à Hanoi pour six mois dans des entreprises de leur secteur.

ÉCHANGES « À Hanoi, je suis directeur d'une ligne de vêtements, à Paris, simple exécutant. Si, à la fin de mon stage, on me propose un contrat, j'accepte. » Guillaume Oger, 30 ans, styliste-modéliste, n'en finit pas de s'émerveiller. Sa patronne, madame Hà, vient de lui confier une collection pour femmes à réaliser avec défilé de mode.

Comme douze autres Franciliens, Guillaume fait partie de la troisième promotion de Mobil'Asie, initiée et financée par le conseil régional, en partenariat avec Batik international et l'espace emploi international de l'ANPE. Un programme de forma-

tion pour des demandeurs d'emploi, titulaires d'un CAP, BEP, bac pro ou équivalent, et ayant déjà un métier en poche. Avant leur départ, les stagiaires suivent une mise à niveau en anglais, une initiation au vietnamien et une formation interculturelle.

Une seconde chance

« Dans la sélection des candidats, ce n'est pas le niveau de diplôme ni l'âge qui prime, c'est la cohérence du projet professionnel et la forte motivation pour partir en Asie, précise Isabelle Devaux de l'association Batik. La société vietnamienne est jeune, dynamique, ouverte aux échanges. En retour, nos stagiaires apportent leur savoir-faire à un pays qui manque de main-d'œuvre qualifiée. » Une chance pour ces jeunes aux profils très divers : graphistes, cuisiniers, boulangers, techniciens de maintenance, qui, un jour, se sont retrou-

vés en panne en France. Guillaume avait monté sa boîte. « Mais c'est très difficile de se frayer un chemin dans la mode. Et quand la faillite est là, on vous claque la porte au nez. Je voulais tenter ma chance une seconde fois dans la mode, qui est ma passion. » Émilie Melin, 25 ans, titulaire d'un BTS vente et production touristique, avait quitté son emploi qu'elle occupait depuis plusieurs années chez un tour-opérateur pour mener une expérience de management, avec l'objectif de monter un jour son agence de voyages. Aujourd'hui, elle manage une partie de l'équipe du marketing et des ventes de la société Easia Travel. « L'intégration est très facile et les relations entre les collègues fondées sur le travail d'équipe. À terme, j'aimerais créer mon entreprise, rester plus longtemps ; rester tout court. » Prochain départ pour Hanoi : avril 2008. Avis aux aventuriers ! ● ISABELLE CHOUFFET

H

Adresse
Batik
international.
Téléphone :
01 40 10 97 79
www.batik-
international.
org

esPACE
eVPLCI
Inter-
national
de L'AnPe
Téléphone :
01 53 02 25 91
www.vem-
plci-
international.
org



COOPÉRATION Des micro- crédits à São Paulo

L'heure est au bilan, et il est positif. Depuis septembre 2006, la Région Île-de-France coopère avec la municipalité de São Paulo. À parts égales, elles financent un fonds de microcrédit à destination des quartiers les plus déshérités de la mégalopole brésilienne, où le système bancaire est inexistant. Sur place, une institution de crédit populaire - São Paulo Confia - a mis sur pied huit agences, où des aspirants entrepreneurs peuvent emprunter de l'argent pour réaliser leurs projets (salon de coiffure, épicerie...). En un an, 5000 personnes en ont profité, pour un montant de 160000 euros. Cette coopération doit se poursuivre et même s'approfondir dans la perspective de l'Année du Brésil en France en 2009. L'Île-de-France et São Paulo réfléchissent à des résidences d'artistes plasticiens de part et d'autre de l'Atlantique, ou à un soutien à l'éducation scientifique au Brésil. ●



Dans les rues de São Paulo.

© RODRIGO GOMES ROCHA/AGENCE VU

Terre d'accueil des entreprises étrangères

Selon l'agence régionale du développement, l'Île-de-France compte autant d'entreprises étrangères que Londres, lesquelles emploient 542 000 personnes. Parmi elles, les cadres étrangers, au nombre de 65 000 (dont 57% en provenance des pays de l'OCDE), les chercheurs et les doctorants internationaux (1 500 environ) y trouvent les équipements nécessaires à leur mission. ●

INTERVIEW

UNE FRANCIENNE À L'ÉTRANGER



VENEZUELA

«L'expatriation, un choix et une chance de découverte»

Somalina Guignet, 35 ans, originaire de Maisons-Laffitte (78), vit depuis plus de dix ans à l'étranger. Il y a trois ans, elle a posé ses valises à Caracas, capitale du Venezuela.

TEMOIGNAGE

IDF : Après dix ans à l'étranger, envisagez-vous de rentrer en France ?

S. GUIGNET : Même si ma famille me manque, l'expatriation est un choix de vie. Mon mari travaille pour le ministère des Affaires étrangères, et je l'ai suivi dans ses missions au Kenya, en **ABENJA**, puis au Venezuela – et bientôt en Asie, où nous nous préparons à nous installer pour quatre ans, près de mes racines cambodgiennes. C'est génial de découvrir ainsi des continents et des cultures différentes.

IDF : Quelle est votre activité ?

S. GUIGNET : À Dublin, j'ai eu l'idée de monter une entreprise de conseil à l'achat de maisons en France. Je gère le tout depuis Caracas par Internet, avec mes associés en Irlande et à Paris. Je garde ainsi



Même à Caracas, Somalina travaille avec Paris et l'Irlande.

un lien direct et quotidien avec l'Île-de-France.

IDF : Appéciez-vous la vie au Venezuela ?

S. GUIGNET : Comme d'habitude, les six premiers mois ont été un peu difficiles. Puis j'ai pris mes marques. Le climat est tellement plus agréable qu'à Paris ! Je profite aussi de la nature magnifique. En revanche, l'accès à la culture est limité. Et le Venezuela est un pays violent, où il faut prendre ses précautions. ●

H

Égalité des hommes et des femmes L'Union européenne souhaite atteindre un taux d'emploi pour les femmes de plus de 60% en 2010. Or, il est de 77,7% en Suède, de 47,4% en Grèce, de 57,7% en France, de 53% en Espagne (mais de plus de 60% en Catalogne) et de 46% en Italie. La Région réfléchit à un projet européen Gender Growth en partenariat avec plusieurs régions d'Europe. L'objectif est de décharger des stratégies d'intégration différentes afin de réduire les inégalités sur le territoire français comme ailleurs.

fonds de soutien La Région subventionne des associations franciliennes porteuses de projets de solidarité internationale qui se situent en dehors des accords de coopération. L'année dernière, 335 dossiers ont été déposés dont la majorité concernait l'Afrique, notamment dans les domaines de l'éducation et du développement économique. Le montant de la subvention varie de 2500 à 10000 euros. La prochaine commission a lieu en juin. Dépôt des candidatures le 15 avril. Informations sur le site www.iledefrance.fr

«À Paris, je me sens libre et sereine»

Khadija Al-Salami, 41 ans, Yéménite, est réalisatrice de documentaires et conseillère culturelle à l'ambassade de son pays. Elle vit à Paris depuis treize ans, tout en faisant de fréquents séjours de travail au Yémen.

REPÈRES

IDF : Comment imaginiez-vous Paris avant de vous y installer ?

K. AL-SALAMI : Quand j'étais petite, au Yémen, je suis tombée sur une traduction des *Misérables* de Victor Hugo. Moi qui étais pauvre, je me suis prise pour Cosette. Cela m'a beaucoup aidée. J'ai été mariée de force à 11 ans, mais je me suis battue pour poursuivre des études, car je savais que c'était la seule manière de m'en sortir. À 16 ans, j'ai obtenu une bourse pour partir étudier aux États-Unis, où j'ai découvert la liberté. Mais je rêvais toujours de Paris. J'ai économisé pour y étudier quelques mois.



Khadija Al-Salami a étudié six ans aux États-Unis.

IDF : Votre première impression ?

K. AL-SALAMI : J'ai d'abord été frappée par la beauté de la ville, de l'architecture. J'ai beaucoup fréquenté le Quartier latin, dont les petites ruelles médiévales me rappellent ma ville d'origine, Sanaa. Je suis aussi amoureuse de la Seine car, au Yémen, il n'y a pas de fleuves. Et même s'il y a beaucoup moins de soleil que chez moi, Paris est à mes yeux une ville très lumineuse. Alors quand, en 1994, on m'a proposé le poste de conseillère culturelle à l'ambassade du Yémen, je n'ai pas hésité une seconde.

IDF : Vous êtes installée dans la capitale depuis plus de dix ans. Comment vivez-vous en Parisienne ?

K. AL-SALAMI : Quel bonheur de marcher des heures dans la ville sans que personne ne me regarde, ne me fasse de remarques ! J'ai aussi appris à faire du vélo, à nager. **SAVOIR** Tous les dimanches, je participe à une grande balade en rollers. Sur des roulettes, j'ai l'impression de voler ! Ici, je me sens libre, sereine, je trouve la force de réaliser des documentaires sur les femmes au Yémen.

IDF : Votre dernier film, *Amina*, relate l'histoire vraie d'une jeune Yéménite mariée de force et condamnée à mort pour le meurtre de son mari. Est-ce que les Franciliens sont sensibles à votre combat ?

K. AL-SALAMI : Le jour où j'ai présenté *Amina*, dans un cinéma des Champs-Élysées, la salle était pleine. Les Français sont curieux des autres cultures. Mais je suis très choquée lorsque j'apprends que les femmes françaises sont elles aussi victimes de violences. J'aimerais tant que la France, qui est mon second pays, soit exemplaire ! ●

«Même s'il y a beaucoup moins de soleil qu'au Yémen, je vois Paris comme une ville très lumineuse.»